

Rébellion chinoise chez Ikea

(Lorsque le dragon se mord la queue, il rugit jusqu'en Europe...)

Si l'espace est infini, la Terre est quant à elle ronde, et la mondialisation qui y sévit connaît ses limites spatiales, mais aussi socio-économiques. Car à force de vouloir pratiquer des dumpings de coûts de fabrication sous des horizons lointains où la main d'œuvre est aussi abondante que bon marché, le système a conduit le dragon chinois à se mordre la queue et à rugir.

Ikea, leader mondial de l'ameublement – et sans doute de la cuisine – vient d'en faire l'expérience. Excédés de la pression tarifaire qui leur est imposée et qui ne leur permet plus de s'en sortir, plus de 280 de ses fournisseurs de l'Empire du milieu sont entrés en rébellion, et se sont regroupés pour vendre leurs produits sur Internet, avant l'ouverture de leur propre magasin à Pékin dans les prochains mois. L'information n'a pas fait les grands titres de la presse dans l'Hexagone seule l'internationale radio RFI en a parlé, voir lien à la fin de cet article), sans doute parce qu'elle est considérée comme un écho lointain d'une guerre économique jugée inexorable (nécessaire même, pour les ultras du libéralisme) et qu'elle n'est qu'un épiphénomène d'une crise économique dans laquelle l'Europe - pardon, l'Union européenne, car il y a plus qu'une nuance – est engluée avec pour dernière tracasserie monopolisant tous les débats une île pesant 0,1 % du PIB européen... Crise économique que les mêmes tenants de l'Union à tout prix (payé par les contribuables sur l'ordre de Bruxelles) continue de qualifier de financière – tout en expliquant que la crise financière de 2008 a été réglée par les directives de contrôles bancaires et les renflouements à coups aveuglants de milliards en Grèce, Irlande, Espagne et Portugal (pour Chypre, cela se discute aujourd'hui, la Russie se déclarant prête à racheter la dette). Réglée aussi à coupes sombres et austères dans les dépenses des états pour tenir l'intenable déficit de 3 %...

En réalité, et le réveil semble enfin se produire comme après un mauvais rêve, la crise de l'U.E est avant tout de nature industrielle. Comment y aurait-elle échappé, alors que ses multinationales, avec la bienveillance passive, voire les encouragements des gouvernements depuis plus de 30 ans, ont participé au mouvement de cette mondialisation que les théoriciens de la croissance éternelle – cyniques et cupides calculateurs et non doux rêveurs - nous annonçaient, avec d'enflammés accents à la Kennedy, comme la marche inéluctable de l'Histoire et la nouvelle frontière sans frontière de l'économie. Le paradoxe se logeait déjà



dans la formule instable des apprentis sorciers. Qu'importe : il était jugé de bon ton et stratégiquement efficace de délocaliser dans les pays émergents la production de tous les secteurs d'activités pouvant supporter le long voyage inverse de livraison, y compris les familles de produits qui valait à la France et certaines de ses régions un savoir faire reconnu (chaussure, textiles, etc.). Implanter des usines dans ces pays permettait d'accroître les revenus de leurs habitants qui deviendraient alors consommateurs des produits qu'ils fabriquaient (et d'autres conçus dans les usines voisines), voire des services du tertiaire – emplois moins pénibles qui seraient dévolus aux salariés européens.

On connaît le résultat : l'Europe est le seul continent à la traîne d'une croissance qui se produit effectivement ailleurs ; le chômage s'y développe avec des métastases dans des secteurs que l'on estimait à l'abri ; l'industrie est en friche ; les services, eldorado de substitution à la désertification industrielle, sont eux aussi délocalisés (cf. les plateformes téléphoniques des opérateurs français au Maroc ou en Tunisie) lorsqu'ils ne sont pas confiés directement à des sociétés étrangères (indiennes dans le domaine de l'informatique). La mondialisation aura en revanche profité à l'autre bout du monde, en faisant logiquement et rapidement grimper le niveau de vie des habitants, et avec lui, leurs



légitimes revendications salariales, donc celles, pour y répondre, de conditions de prix de production réclamées par les patrons qui ont deux atouts majeurs dans leur jeu : ils peuvent produire pour les consommateurs chinois qui auront le réflexe d'acheter chinois, et ils peuvent aussi exporter leurs productions (les barrières douanières de l'U.E étant plus une incitation qu'un frein à leur expansion), dans les deux cas pour un prix forcément plus bas, puisque exonéré de la marge appliquée par leur client industriel européen. Ainsi réagissent les fournisseurs chinois d'Ikea qui ne doivent pas être des cas isolés et dont on peut gager qu'ils feront des émules. Quant à la réaction d'aller produire dans des contrées à coûts de main d'œuvre encore plus bas (Viêt-Nam, Laos et sans doute prochainement Bangladesh), solution employée aussi par des entrepreneurs chinois, les mêmes causes ont commencé de produire les mêmes effets. Car la Terre est ronde...

✓ Jérôme Alberola

NB : Pour en savoir plus sur la rébellion des fournisseurs chinois d'Ikea, [cliquez sur ce lien](#) puis sur la rubrique [Ecouter \(2'30'' de reportage radio\)](#)